

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**N° DAF 2025-000721**

**FABRICATION DE DRAPEAUX ET PAVILLONNERIE**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES</b>	<b>3</b>
3.1 Caractéristiques techniques particulières	3
3.2 Composants	4
<b>3.2.1 Nature des composants</b>	<b>4</b>
<b>3.2.2 Application de REACH et de la directive biocide</b>	<b>4</b>
3.3 Spécifications optiques	4
3.4 Traçabilité	5
<b>ARTICLE 4 - CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION</b>	<b>5</b>
4.1 Contrôle des composants	6
4.2 Têtes de série	6
<b>4.2.1 Tête de série (échantillons d'appel d'offres)</b>	<b>6</b>
<b>4.2.2 Tête de série associées à un bon de commande</b>	<b>6</b>
4.3 Photographies	7
4.4 Lancement de fabrication	7
<b>ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 - VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS</b>	<b>8</b>
6.1 Mise à disposition	8
6.2 Nature des opérations de vérification	10
6.3 Méthode des opérations de vérification	10
6.4 Lieu	10
<b>ARTICLE 7 - MODALITES TECHNIQUES DES RECEPTIONS</b>	<b>11</b>
7.1 Document appliqué	11
7.2 Mode de contrôle qualitatif	11
7.3 Groupe de classification des fournitures	11
7.4 Méthode de contrôle	11
<b>7.4.1 Effectif de l'échantillon</b>	<b>11</b>
<b>7.4.2 Taux de sondage</b>	<b>11</b>
<b>7.4.3 Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)</b>	<b>12</b>
<b>7.4.4 Examen de l'échantillon</b>	<b>12</b>
7.5 Barème à appliquer	12
7.6 Reconditionnement des articles	12
7.7 Analyses en laboratoire	12
7.8 Taux de réfaction	13
<b>ARTICLE 8 - LIVRAISONS</b>	<b>13</b>
8.1 Conditionnement, emballage et palettisation	13
<b>ANNEXE 1 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 2 - LIEU DE LIVRAISON</b>	<b>16</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la fabrication de drapeaux et pavillonnerie.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES

La liste des documents de référence applicables figure en annexe 1 au présent document.

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser à des fins industrielles et commerciales les notices, les fiches techniques et les produits qui en découlent.

## ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

### **3.1 *Caractéristiques techniques particulières***

#### Complément pour la réalisation des pavillons nationaux étrangers

Il est précisé que les titulaires doivent également se référer à l'album des pavillons du Service Hydrographique Océanographique de la Marine (SHOM), dernière mise à jour en vigueur.

Lors de l'attribution de l'accord-cadre, le titulaire devra fournir un nuancier (avec le tricot de fond comme support) qui servira de référence pour les coloris.

Le titulaire se doit de retravailler la qualité des motifs présents dans l'Album du SHOM, si besoin. Une validation par le CIEC pourra être demandée si nécessaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Les modifications du SHOM à prendre en compte seront formalisées par ordre de service émis par l'administration.

## 3.2 Composants

### 3.2.1 Nature des composants

Les matériaux et produits entrant dans la fabrication de l'ensemble des composants utilisés ne doivent pas contrevenir aux directives européennes concernant l'hygiène et la protection de l'environnement (REACH, directive relative au biocide...)

Sont interdits tous les traitements susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques, tant à la manipulation qu'à l'usage.

Il est également interdit d'introduire des produits étrangers destinés à masquer des insuffisances de caractéristiques ou à modifier favorablement, mais de manière factice, l'aspect et le toucher.

Les composants sont à la charge du titulaire. Ils doivent répondre aux prescriptions des documents techniques cités à l'article 2 ainsi qu'aux spécifications techniques du présent CCTP.

### 3.2.2 Application de REACH et de la directive biocide

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre les dispositions du règlement REACH, et le cas échéant, celles de la directive relative au biocide.

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire procède à une analyse des risques liés à l'application du règlement REACH. Cette analyse consiste à identifier parmi la liste des substances susceptibles d'être soumises à autorisation (liste des substances de référence), celles qui sont critiques pour l'exécution de l'accord-cadre et les actions mises en œuvre pour en limiter les impacts sur les performances, les coûts et les délais.

Cette analyse des risques doit donner lieu à un rapport mis à la disposition de l'administration sur demande.

Le titulaire fournit, au moment du lancement de fabrication, les informations sur les substances.

En cas d'absence de substances soumises à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir une « attestation d'absence de substance soumise à autorisation et candidate à autorisation REACH ».

En cas de présence de substance soumise à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance dans un « rapport d'information REACH », conformément à l'article 33 du règlement REACH n°1907/2006 du 18/12/2006.

## 3.3 Spécifications optiques

### 3.3.1.1 Spécimen de référence

Les coloris des différents articles de pavillonnerie sont conformes aux Pantone respectifs ci-dessous :

Articles	Coloris	Référence Pantone
Emblème national	Bleu national	Pantone 282 C
	Blanc	Pantone 11-061 TCX
	Rouge national	Pantone 186 C
Emblème européen	Bleu	Pantone Reflex Blue C
	Jaune	Pantone Process Yellow C

Flammes de fourragère	Vert	Pantone 341 C
	Jaune orangé	Pantone 116 C
	Bleu clair	Pantone 292 C

Pavillons étrangers	Définis dans le SHOM	Références données dans le SHOM
---------------------	----------------------	---------------------------------

Gaine	Blanc	Pantone 11-061 TCX
	Bleu national	Pantone 282 C

L'acceptation des coloris sera appréciée visuellement.

### 3.3.1.2 **Contrôle des nuances et zones d'acceptation**

La nuance est jugée au sein du laboratoire du SCA, par comparaison avec celle du spécimen précité sous éclairage (2) :

#### *Visuellement*

- Lumière du jour, illuminant D65 (6500° K) ;
- Lumière incandescente, illuminant A (2800° K).

#### *Par spectrophotomètre, mesure sous :*

- Lumière du jour, illuminant D65 (6500° K) ;
  - Lumière incandescente, illuminant A (2800° K).
- (essai de type 1)

(1) Les articles sont conditionnés pendant 48 heures avant vérification de la nuance.

### 3.3.1.3 **Métamérie**

L'indice de métamérie est calculé selon la norme NF EN ISO 18314-4, entre le spécimen de nuance et le (ou les) échantillon(s) fourni(s) par le titulaire, avec les deux illuminants D65 et A.

L'indice de métamérie est inférieur ou égal à 0,5.

Essai de type 1.

## 3.4 **Traçabilité**

Le titulaire est tenu de mettre en place une traçabilité par lot de fabrication, de l'achat des étoffes et des composants au stockage des articles finis dans l'entrepôt du titulaire comme dans les établissements de l'administration.

Chaque article doit pouvoir être identifié du lot matière au conditionnement en caisse carton.

Un tableau récapitulatif permettra le suivi de cette traçabilité ainsi que celle des composants (lot matière, lot composants, numéro de pièce/article, numéro de colis).

Une étiquette de traçabilité doit être apposée sur chaque article fini.

Le tableau de traçabilité doit être mis à la disposition du CIEC sur demande.

## ARTICLE 4 - CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION

Les opérations de vérification avant lancement de fabrication sont effectuées dans les ateliers du titulaire de l'accord-cadre.

#### 4.1 Contrôle des composants

Avant le démarrage de chaque nouvelle fabrication, lors d'un besoin émis par le CIEC, le titulaire est tenu de mettre à disposition du CIEC/Division Technique et Innovation un certificat de conformité des caractéristiques des composants mis en œuvre. Les contrôles des composants sont à la charge du titulaire.

Ces certificats de conformité doivent être accompagnés des bulletins d'analyses établis par un ou plusieurs laboratoire(s) accrédité(s) ou d'entreprise(s) certifiée(s) et sont à adresser par courrier électronique, après demande de l'administration, à l'adresse suivante :

[ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr)

#### 4.2 Têtes de série

##### 4.2.1 Tête de série (échantillons d'appel d'offres)

Les échantillons présentés lors de la soumission tiennent lieu de têtes de série.

Les articles sont tenus à la disposition du titulaire dans les locaux de l'Administration à titre de modèle. Ils servent de référence pendant toute la durée de l'accord-cadre

##### 4.2.2 Tête de série associées à un bon de commande

L'Administration se réserve la possibilité de demander des têtes de séries dans le cadre de l'exécution du présent marché dans les conditions stipulées infra :

Désignation	Quantité par taille	Délai de présentation à compter de la date de notification	Délai d'agrément par l'administration
Les têtes de série demandées seront spécifiées sur le bon de commande	Les quantités et les tailles demandées seront spécifiées sur le bon de commande	60 jours	60 jours

Les têtes de série sont à adresser à : Monsieur le directeur du CIEC – Magasin des modèles et des échantillons Quartier Estienne – 11 rue de Groussay – 78120 Rambouillet.

L'Administration dispose du délai indiqué ci-dessus pour prononcer et porter à la connaissance du titulaire, l'agrément ou le refus d'agrément des têtes de série. Ce délai ne commence à courir qu'à compter de la réception de l'ensemble des têtes de série prévues, ou de la réception de la dernière tête de série demandée si celles-ci parviennent au CIEC de manière fractionnée.

Dans l'hypothèse où les têtes de série font l'objet d'un agrément à la première présentation, la date de début d'exécution contractuelle de livraison des articles court à compter de la date de notification de la décision d'agrément au titulaire, copie aux divisions finances et management de l'achat de la PFC Rambouillet.

Dans l'hypothèse où les têtes de série font l'objet d'une décision de refus d'agrément, cette dernière est notifiée au titulaire et accompagnée d'indications écrites précises lui permettant d'apporter les rectifications nécessaires.

Le titulaire ne pourra se prévaloir du délai mentionné ci-dessus pour présenter des têtes de série conformes aux stipulations techniques.

La date de notification de la décision d'agrément sera le point de départ du délai d'exécution contractuelle de livraison des articles.

A cet effet, un bon de commande modificatif fixant le nouveau terme contractuel de livraison sera transmis au titulaire.

En cas d'incident constaté lors de la présentation des têtes de série, les pénalités prévues à l'article 11.1 du CCAP s'appliquent.

**Le titulaire n'est pas autorisé à lancer la fabrication tant que les têtes de série n'ont pas été validées par l'Administration.**

Les têtes de série refusées ne sont pas retournées au titulaire et sont réputées abandonnées à l'Administration sans versement d'indemnité.

L'acheteur peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre ou du bon de commande si le titulaire :

- N'a pas présenté les têtes de série dans le délai précisé supra ;
- N'a pas obtenu, après trois (3) présentations successives, une décision d'acceptation des têtes de série présentées dans le délai précisé supra.

Les têtes de série font partie intégrante des quantités à réaliser. Elles sont à facturer avec la première livraison.

Les têtes de série sont réalisées dans les unités de production déclarées lors de la soumission.

Les têtes de série agréées deviennent le descriptif contractuel pour toutes les réceptions postérieures. Elles sont conservées à titre de modèle et à disposition du titulaire dans les locaux de l'Administration durant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

La qualité des articles livrés ne doit en aucun cas être inférieure à celle des têtes de série agréées par l'Administration.

### 4.3 Photographies

Afin que l'administration constitue un catalogue illustré des effets d'habillement, le titulaire doit fournir, pour chaque type d'article commandé, une photographie sur fond blanc munie d'une attestation « libre de droit » :

- au format JPG : Largeur 800 px min – Hauteur : 800 px min
- avec une résolution minimum de 300dpi.

Les photos doivent être prises avec les articles posés à plat de préférence ou sur mannequin (pas de mannequin vivant).

La règle de nommage des photographies est la suivante :

- le mot « RAG » en toutes lettres suivi de
- la RAG elle-même (7 caractères) ;
- puis la dénomination en clair de l'article concerné.

Le titulaire fournira également, sous la forme du tableau suivant (au format Excel), les caractéristiques dimensionnelles et volumétriques (longueur, largeur, épaisseur, volume) ainsi que la masse de chaque article (ou paire le cas échéant). Ces mesures sont prises sur les articles pliés (tels que positionnés dans les cartons) et ensachés le cas échéant.

RAD	Longueur	Unité de longueur	Largeur	Unité de largeur	Hauteur	Unité de hauteur	Masse nette	Unité de masse	Masse brut	Unité de masse	Volume	Unité de volume
		cm		cm		cm		Gramme		Gramme		Centimètre cube

Les photographies ainsi que le tableau sont à envoyer aux adresses ci-dessous :

[cimci-pgdr-mdm.admin.fct@intradef.gouv.fr](mailto:cimci-pgdr-mdm.admin.fct@intradef.gouv.fr)  
[cimci-photos.administrateur.fct@intradef.gouv.fr](mailto:cimci-photos.administrateur.fct@intradef.gouv.fr)  
[ciec-bt-labo.habillement.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ciec-bt-labo.habillement.fct@intradef.gouv.fr)

### 4.4 Lancement de fabrication

Le titulaire informe l'administration de la date de lancement de fabrication 30 jours avant le lancement.

L'administration se réserve le droit d'assister au lancement de fabrication. Elle en informe le titulaire après notification de l'accord-cadre ou du bon de commande considéré ou dans les 15 jours à compter de la communication de la date du lancement de fabrication de l'accord-cadre ou du bon de commande.

Le titulaire est tenu d'avertir le CIEC (par courrier électronique à l'adresse suivante : [ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr) ) de la date de lancement de fabrication à chaque bon de commande. L'absence de cette information interdit au titulaire de lancer la fabrication. Cette absence d'information sera considérée comme faisant obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur et expose le titulaire à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Dans le cas où des têtes de série ont été demandées, le titulaire n'est pas autorisé à lancer sa fabrication tant qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une acceptation par l'administration.

## ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Sauf exception au cahier des clauses administratives particulières, toutes les opérations de surveillance qualitative sont effectuées dans les locaux du titulaire, de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire est tenu de donner toutes les informations demandées par le CIEC.

L'acheteur se réserve le droit de vérifier si les composants utilisés et la fabrication sont conformes et les processus d'autocontrôle fiables. Ces contrôles peuvent être inopinés.

Dans ce but, l'acheteur effectue tous les examens et essais qu'il juge utiles, notamment sur les composants et éléments constitutifs de l'article. Il signale, le cas échéant, les différences constatées.

Les essais, épreuves, analyses et vérifications auxquels il est procédé sont effectués dans les laboratoires de l'administration et à ses frais, mais les échantillons rendus inutilisables à la suite des essais sont à la charge du titulaire de l'accord-cadre qui doit les fournir en sus des quantités prévues à l'accord-cadre. Les échantillons détériorés, les déchets ou résidus ne sont pas restitués.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des composants et/ou des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit fournir au CIEC la preuve de l'envoi dans les laboratoires de l'administration des articles prélevés.

## ARTICLE 6 - VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS

### **6.1 Mise à disposition**

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de livrer les articles dans le délai maximal de chaque terme contractuel de livraison et dans l'ordre des bons de commande. Chaque bon de commande doit être exécuté dans son intégralité.



Les quantités minimums à présenter selon les lots sont les suivantes :

LOT	DESIGNATION DE L'ARTICLE	QUANTITE MINIMUM A PRESENTER EN RECETTE
1	PAVILLONS NATIONAUX ET FRANÇAIS	1000 ou la totalité du bon de commande si quantité inférieure à 1000
	DRAPEAUX NATIONAUX	
2	FLAMME DE GUERRE ET FLAMME DE FOURRAGERE	1 500 ou la totalité du bon de commande si quantité inférieure à 1500
	GUIDON GARDE COTES	
	MARQUE DE COMMANDEMENT ET MARQUE HONORIFIQUE	
	SIGNES COMMUNS AUX CODES INTERNATIONAL ET OTAN	
3	PAVILLONS NATIONAUX ETRANGERS	700 ou la totalité du bon de commande si quantité inférieure à 700
	PAVILLONS EUROPEENS	

Dans la mesure où, pour des considérations extérieures à l'administration, le titulaire demande à pouvoir mettre à disposition des quantités inférieures à celles prévues ci-dessus, il doit adresser une demande écrite justifiée au CIEC par courriel :

[ciec-contact-fournisseurs.habillemeent.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ciec-contact-fournisseurs.habillemeent.fct@intradef.gouv.fr)

Le titulaire doit informer le CIEC **30 jours** préalablement à la mise à disposition des articles par l'envoi d'un bulletin de mise à disposition, par e-mail ( [ciec-contact-fournisseurs.habillemeent.fct@intradef.gouv.fr](mailto:ciec-contact-fournisseurs.habillemeent.fct@intradef.gouv.fr) ), qui mentionne le lieu prévu où le CIEC pourra effectuer le contrôle ainsi qu'une estimation du nombre total d'articles présentés.

La répartition par modèles, colisage, quantité de cartons et de palettes, doit parvenir au CIEC par e-mail, à la même adresse que ci-dessus, au plus tard **8 jours avant la date prévue de mise à disposition**. La mise à disposition est annulée faute de transmission du bulletin de mise à disposition par taille dans le délai imparti.

Le titulaire doit adresser un mail par bon de commande et respecter la règle de nommage suivante dans l'objet du courriel de mise à disposition : statut / numéro de bon de commande / désignation des articles.

Le statut consiste à préciser si la mise à disposition est prévisionnelle ou définitive.

Le statut « prévisionnel » est à utiliser lorsqu'il s'agit de la première information de mise à disposition qui doit intervenir 30 jours avant la mise à disposition effective.

Le statut « définitif » est à utiliser lorsqu'il s'agit de la seconde information de mise à disposition intervenant 8 jours avant la date prévue de mise à disposition.

Le numéro de bon de commande à utiliser est celui de l'administration précisé à la notification de la commande.

La désignation des articles est celle notifiée par le bon de commande de l'administration, étant entendu que si plusieurs articles différents font l'objet de la mise à disposition, il faut mentionner expressément tous ces articles.

Par exemple : DEFINITIF / NUMERO DE BON DE COMMANDE / DESIGNATION(S) DU OU DES ARTICLE(S)

L'administration pourra exceptionnellement exiger des livraisons partielles pour des quantités inférieures à celles listées ci-dessus.

Si une livraison partielle est demandée par le titulaire pour des quantités inférieures à celles listées ci-dessus, l'acceptation ou non de cette livraison est à la main du CIEC. Les livraisons sont obligatoirement faites selon les modalités de conditionnement indiquées à la notice technique citée en annexe 3.

## **6.2 Nature des opérations de vérification**

Les fournitures sont admises une fois que les opérations de vérification quantitatives et/ou qualitatives, préalables à la réception auront été effectuées par l'administration et déclarées conformes.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux documents techniques conformément aux dispositions prévues au présent CCTP.

## **6.3 Méthode des opérations de vérification**

Pour assurer ces examens, la personne publique peut faire détruire un certain nombre d'articles dans une proportion n'excédant pas :

- **Un par référence article** dans la limite de 10 articles par mise à disposition.

Le coût de la fourniture ayant subi des contrôles destructifs est à la charge du titulaire.

Les articles détruits doivent faire l'objet d'un remplacement au frais du titulaire.

Dans le cas où, lors des opérations de contrôle effectuées chez le titulaire, les articles auraient fait l'objet d'un démontage non destructif, leur remise en état incombe au titulaire.

Sauf disposition contraire, l'acheminement des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit fournir au CIEC la preuve de l'envoi des articles prélevés dans les laboratoires de l'administration.

## **6.4 Lieu**

Les opérations de vérifications quantitatives ont toujours lieu dans les locaux de l'administration.

Sur décision de l'administration, les opérations de vérification qualitative sont effectuées :

- soit sur le lieu de fabrication ;
- soit dans un local relevant du titulaire au sein de l'Union européenne ;
- soit dans un ou plusieurs des établissements destinataires dont la liste figure en annexe.

Lorsque la vérification est effectuée sur le site de fabrication ou dans un local du titulaire au sein de l'Union européenne, le titulaire est tenu de mettre à la disposition des agents de l'administration chargés du contrôle qualitatif, le personnel qualifié et les moyens nécessaires aux opérations de vérification. Les locaux où se déroulent ces vérifications doivent répondre aux normes en vigueur, code du travail notamment, pour ce qui concerne les règles d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

## ARTICLE 7 - MODALITES TECHNIQUES DES RECEPTIONS

Les échantillons présentés lors de la consultation, les dernières têtes de série retenues servent à la comparaison avec les produits livrés. Les échantillons retenus ou les dernières têtes de série retenues sont des modèles représentatifs des livraisons à venir.

Les composants présentés en recette devront avoir les mêmes caractéristiques que celles des composants des têtes de série. En conséquence, le niveau de qualité des produits livrés ne doit en aucun cas être inférieur à celui des échantillons ou des dernières têtes de série présentées et retenues.

### 7.1 Document appliqué

Guide de l'achat public « CONTROLE QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

### 7.2 Mode de contrôle qualitatif

Par échantillonnage.

### 7.3 Groupe de classification des fournitures

Groupe 2 selon le guide de l'achat public « CONTROLE QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

### 7.4 Méthode de contrôle

Contrôle selon la norme NF ISO 2859-1 (indice de classement X 06-022).

Contrôle par comptage du nombre d'articles non conformes critiques, non conformes majeurs et par comptage du nombre de caractères non conformes mineurs.

- Article non conforme critique : article comportant une ou plusieurs non-conformités (défauts) critiques ou plus de trois non-conformités (défauts) majeures.
- Article non conforme majeur : article comportant d'une à trois non-conformité(s) (défauts) majeure(s).
- Caractère non conforme mineur : on entend par caractère non conforme mineur un défaut mineur ou une non-conformité (non-respect d'une spécification) n'affectant pas l'usage de l'article.

#### 7.4.1 Effectif de l'échantillon

Echantillons à prélever en fonction de l'effectif des lots et du niveau de contrôle pour usages généraux comme indiqué dans la norme NF ISO 2859-1, tableau 1.

#### 7.4.2 Taux de sondage

Le niveau de contrôle II est celui appliqué par défaut.

Toutefois, l'administration peut choisir de réaliser le contrôle avec les niveaux I ou III et le précise dans le compte-rendu d'examen qu'elle rédige.

C'est également l'administration qui choisit d'appliquer les plans d'échantillonnage en contrôle normal, réduit ou renforcé.

### 7.4.3 Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)

- articles non conformes critiques	0,40
- articles non conformes majeurs	1.5
- caractères non conformes mineurs	100

### 7.4.4 Examen de l'échantillon

L'examen de l'échantillon se fait par comparaison avec les têtes de série retenues accompagnées des éventuelles remarques formulées lors de l'examen.

Les documents suivants sont utilisés comme guides pour l'appréciation des défauts de fabrication lors de l'examen de détail :

TABLEAUX	EFFETS OU ARTICLES	ANNEE
A	Général- Effets ou articles confectionnés	2007

La liste des défauts n'est pas exhaustive.

### 7.5 Barème à appliquer

N.Q.A. niveau de qualité acceptable	Taux de réfaction à appliquer au prix du bon de commande au titre :		
	des articles non conformes :		des caractères non conformes :
	critiques	majeurs	mineurs
de 0 à 0,40	Néant	Néant	Néant
de 0,40 à 1,5	Ajournement du lot	Néant	Néant
de 1,5 à 4	Ajournement du lot	1 à 2 %	Néant
de 4 à 6,5	Ajournement du lot	3 à 6 %	Néant
de 6,5 à 100	Ajournement du lot	Ajournement du lot	Néant
de 100 à 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	1 %
Plus de 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	2 %

### 7.6 Reconditionnement des articles

Les articles examinés sont obligatoirement reconditionnés selon les dispositions prévues dans la documentation technique citée au feuillet « Marquage et Conditionnement ».

### 7.7 Analyses en laboratoire

Pour une mise à disposition donnée, les contrôles de laboratoire sur les composants sont réalisés sur des prélèvements effectués soit en cours de fabrication soit sur articles terminés.

Lorsque des non-conformités sont relevées, le lot peut être rejeté, ajourné ou accepté avec réfaction.

Les articles détruits et ceux qui le sont à la suite d'un recours éventuel sont à la charge du titulaire.

Ces articles ne viennent pas en déduction de la quantité globale à livrer.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des prélèvements destinés aux contrôles de laboratoire est à la charge du titulaire.

### **7.8 Taux de réfaction**

Le taux de réfaction est appliqué au prix unitaire HT du bon de commande.

Les éventuelles réfections (paragraphes 7.5 et 7.7) se cumulent.

## **ARTICLE 8 - LIVRAISONS**

Aucune livraison n'est admise dans la période comprise entre le 15 décembre et le 10 janvier de l'année suivante. Toute livraison qui aurait dû être effectuée entre ces deux dates sera d'office reportée au premier jour ouvrable suivant le 10 janvier.

Les fournitures achetées en exécution du présent accord-cadre sont livrées dans des établissements militaires situés en France métropolitaine ; les lieux précis de livraison seront précisés à chaque commande. Une liste **indicative** des établissements destinataires se trouve en annexe 2 au présent document.

Il est demandé de prendre rendez-vous avec l'établissement destinataire au moins 5 jours avant la livraison.

### **8.1 Conditionnement, emballage et palettisation**

Les dispositions techniques relatives au conditionnement, à l'emballage et à la palettisation sont des obligations contractuelles. Tout manquement peut donner lieu à réfaction, ajournement ou rejet des prestations.

Les articles sont conditionnés conformément aux dispositions de la documentation technique associée citée en annexe 1 « documents de référence applicable ». En l'absence de précision ou en cas de contradiction entre les documents, les dispositions de la NTIH SCA 0000-0002 s'appliquent.

Les cartons doivent être impérativement complets et contenir des articles (ou paires d'articles) homogènes, sous réserve des dispositions propres aux emballages incomplets précisées dans la notice correspondante mentionnée en annexe.

Aucun mélange d'articles qui ne soient pas de la même RAD n'est autorisé dans un même carton.

#### **Dérogation possible pour les articles commandés unitairement.**

Par dérogation, il est autorisé un emballage carton plus petit **exclusivement pour les articles commandés unitairement**. Ces boîtes unitaires doivent être étiquetées conformément aux dispositions de la documentation technique et conditionnées dans une caisse carton C09 afin d'assurer une palettisation conforme et sécurisée.

Sur la caisse carton C09 devront figurer les mêmes étiquettes autocollantes que celles des boîtes unitaires afin que l'on puisse voir clairement quels articles contient la caisse carton. Il sera demandé au titulaire de présenter pour validation, un modèle d'étiquette pour les boîtes contenant l'article unitaire et un modèle d'étiquette pour la caisse carton dite « hétérogène ».

#### **Marquage et identification des articles**

Les dispositions techniques relatives au marquage et à l'identification des articles sont des obligations contractuelles. Tout manquement peut donner lieu à réfaction, ajournement ou rejet des prestations.

**ANNEXE 1 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES**

Tout document dont la date serait antérieure à celle indiquée ci-après doit être considéré comme périmé.

Référence abrégée	Date	Objet succinct	Fourni par
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public – contrôles qualitatifs des effets confectionnés	Site <a href="#">OECP - Les guides et recommandations des GEM et autres publications   Ministère de l'Économie des Finances et de la Souveraineté industrielle et énergétique</a>
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique générale applicable aux marchés publics d'articles confectionnés	
GEM HT	Novembre 2009	Spécification technique de l'achat public - Étoffes à base de coton, fibres libériennes et fibres chimiques	
GEM-HT	Octobre 2014	Spécification technique générale applicable aux marchés publics d'étoffes	
GEM-HT	Décembre 2015	Articles confectionnés - Recommandation relative à une méthode d'appréciation des écarts de nuance des couleurs des articles textiles	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique relative aux fils à coudre	
GPEM-HT	2000	Spécification technique relative aux articles confectionnés à base de tricot	
GEM-HT	Mars 2015	Articles confectionnés – recommandation relative au répertoire de terminologie en confection administrative	
NTIH n° SCA-0000-0002	Juillet 2021	Notice technique interarmées habillement : « conditionnement – emballage – palettisation et modalités de mise à disposition des articles lors des réceptions »	Joint au DCE
FDIH SCA 8435-0001	Mai 2025 V3	Pavillons nationaux et pavillons français	
FDIH SCA 8345-0002	Mai 2025 V5	Drapeaux nationaux	
FDIH SCA 8345-0003	Mai 2025 V3	Pavillons européens	
FDIH SCA 8345-0004	Mai 2025 V3	Guidon Garde Côtes	
FTIH SCA 8345-1005	Mai 2025 V3	Pavillons nationaux étrangers	
NTIH SCA 8345-1006	Mai 2025 V5	Signes communs aux codes international et OTAN, signes particuliers du code OTAN, signes particuliers pour signaux sémaphoriques, signes flottants spéciaux, pavillon de Beupré ou FNFL, pavillon garde-côte	
NTIH SCA 8345-1010	Mai 2025 V3	Marque de commandement et marque honorifique	

NTIH SCA 8345-1011	Mai 2025 V3	Flamme de guerre et flamme de fourragère	
NTIH SCA 8345-0005	Août 2020	Crochets pour pavillons et signes flottants	
FI N° 8.69	Septembre 2025	Tricot à mailles jetées 110 polyester multifilament	
Tableau A	2007	Effets articles confectionnés	
IT G 02.01 N° 10180 *	20/07/87	Instruction technique relative à la qualité des fournitures courantes et industrielles du commissariat de l'armée de terre.	CIEC (sur demande)

## ANNEXE 2 - LIEU DE LIVRAISON

LIEU	ADRESSE GEOGRAPHIQUE	ADRESSE POSTALE	COORDONNEES / HORAIRES
<b>MARSEILLE</b>	<b>ELOCA MARSEILLE</b> Camp militaire de Sainte-Marthe Bâtiment 407 magasin habillement 408 avenue Jean QUEILLAU 13014 MARSEILLE	<b>Base de défense Marseille Aubagne</b> 111, avenue de la Corse BP 40026 13568 MARSEILLE Cedex 02	<u>Comptabilité matières habillement :</u> Téléphone : 04 91 63 79 36 ou 04 91 63 79 28 Télécopie : 04 91 63 79 24 <u>Magasin habillement :</u> Responsable : 04 91 63 78 85 Adjoint : 04 91 63 78 84  Lundi au jeudi : 7h30 à 12h00 – 12h30 à 16h00 Vendredi : 7h30 à 12h15